Fédération des Chambres de Commerce
et d'Industrie de Madagascar

UCCIOI
UNION DES CHAMBRES DE COMMERCE

Discours d'ouverture

Permettez-moi, au nom de la Fédération des Chambres de Commerce et d'Industrie de Madagascar et au nom de l'Union des Chambres de Commerce et d'Industrie des Iles de l'Océan Indien, que j'ai à la fois l'honneur et la lourde tâche de présider aujourd'hui, de vous adresser la bienvenue à cet agréable endroit à Majunga. Cette deuxième ville portuaire de Madagascar nous réunira durant les deux prochains jours, dans le cadre de « la table ronde des investisseurs et des bailleurs de fonds sur la sécurité alimentaire dans l'indianocéanie ».

Effectivement, le choix du lieu de cette réunion n'est pas inopiné, et je tiens à vous exprimer personnellement, Monsieur le Secrétaire Général de la COI, ma gratitude, pour avoir agréé la tenue de cette réunion dans cette région du Boeny, à l'issue des divers échanges que nous avons eus depuis le dernier Forum Economique des Iles de l'Océan Indien, en novembre dernier.

Des perspectives de décentraliser la tenue de telles réunions (en dépit de différentes contraintes qui sont surmontables, nous pouvons le constater) cadrent précisément avec la vision partagée aujourd'hui, au sein de la Fédération des Chambres de Commerce et d'Industrie de Madagascar, en particulier :

- celle de valoriser réellement les potentialités économiques des régions de Madagascar, au nombre de 22,
- et celle de promouvoir, d'accompagner un développement économique de proximité, avec le concours incontournable de l'ensemble des parties prenantes clés, à savoir, l'Administration, la communauté des affaires et les partenaires de développement.

Ainsi, en parcourant la liste des participants à cette table ronde, soit près de 160 inscrits, je ne peux que me réjouir de sa parfaite composition :

- Tout d'abord, je tiens à souligner la présence notoire des autorités malgaches, toutes aussi représentées : la Vice-primature en charge de l'Economie et de l'Industrie, l'Agriculture, le Commerce et les Affaires Etrangères, les Finances et Budget, le Transport, les Travaux Publics, les Services Fonciers…En effet, nous aurons à débattre et échanger autour de différents enjeux : sur les réglementations, les problèmes et contraintes de conditionnement, de transports maritime et terrestre, les problèmes récurrents de respects des normes, l'investissement, les enjeux sur le foncier et ainsi de suite…

- je note ensuite, la présence manifeste de la communauté des affaires, moteur de la croissance économique. J'invoquerai aussi bien l'ensemble du secteur privé exerçant à Madagascar dans les filières prioritaires, mais également les potentiels et actuels investisseurs, que je préfère appeler partenaires des îles voisines, exerçant dans le secteur de l'agri-business en l'occurrence,

- la communauté des exploitants agricoles malgaches et régionaux, constituant le fer de lance de ce projet ambitieux de faire de Madagascar le grenier de l'Océan Indien, est toute aussi représentée,

- enfin, et non des moindres, les partenaires techniques et financiers de la Région de l'Océan Indien, que je m'abstiendrai de citer au risque d'en omettre. Votre accompagnement aussi bien technique que financier nous est primordial dans la réalisation de ce grand projet.

Honorable assistance, vous conviendrez avec moi que les échanges et débats issus de cette large et prospère assemblée ne peuvent qu'être fructueux et enrichissants. Et, cette table ronde tombe à point nommé, dans la perspective et le défi de relance économique de l'après la crise à Madagascar…La présence manifeste du secteur privé malgache, qui continue à subsister tant bien que mal, constitue pour moi un signal fort, pour des opérateurs tenaces et volontaires, pour la relance économique de Madagascar dans ce secteur précis.

Je ne peux ainsi que solliciter la participation active de tout à chacun, qui nous permettra, d'affiner la stratégie régionale sur la sécurité alimentaire initiée par la Commission de l'Océan Indien.

Aujourd'hui, le secteur agricole, faisant partie intégrante du commerce et donc de l'économie, apparaît, non seulement comme une réponse aux crises alimentaires actuelles, mais également comme un des piliers de développement économique de nombreux pays d'Afrique. En outre, il y a de plus en plus, une véritable reconnaissance de la nécessité d'investir dans l'agriculture, largement exprimé d'ailleurs, à l'occasion des derniers forums internationaux agricoles.

En ce qui concerne Madagascar, de par nos richesses et potentialités dans ce domaine, et à travers de vastes superficies cultivables dont nous disposons dans chacune de nos régions, le secteur de l'agribusiness ne demande qu'à être valorisé et développé. Ces perspectives devraient toutefois privilégier l'approche « gagnant/gagnant » ou le « win/win » et s'articuler autour d'une stratégie nationale cohérente pour ne parler que du cadre règlementaire des investissements et du foncier par exemple…

A l'exemple du Cameroun, qui mérite d'être souligné… Ce pays s'est hissé aujourd'hui au rang de pays émergent, avec un taux de croissance de 3,5% en 2011, grâce notamment à la mise en place d'une stratégie innovatrice à long terme (dans sa vision 2035), en soutenant « l'économie verte et inclusive », visant à s'aligner aux pays comme l'Afrique du Sud, le Maroc, la Tunisie ou le Gabon.

Cameroun oriente ainsi sa stratégie autour de quatre axes principaux, à savoir:

- la définition d'une politique publique ambitieuse de croissance verte, favorisant la réalisation d'investissements structurants, notamment dans le secteur des infrastructures et de l'énergie
- la mise en place d'un partenariat public-privé pour le développement des industries vertes et du green business,
- le lancement d'un vaste programme de formation et de renforcement des capacités sur la croissance verte,
- la législation pour qu'elle soit attractive pour les investissements verts, mais également contraignante pour les activités polluantes.

1. A Madagascar, le concept de « marché inclusif » a toujours existé mais a été moins valorisé et approfondi. Nous aurons justement, l'occasion au cours du programme prévu, de présenter des modèles de partenariats, basés sur ce concept, qui progressent ou réussissent et qui méritent, à notre avis d'être mis à l'échelle. Ces initiatives sont soutenues en l'occurrence par le Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA) et le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement).

   En quelques mots, le marché inclusif vise une répartition plus équitable du profit à l'ensemble des acteurs impliqués (incluant les personnes marginalisées, les exploitations familiales agricoles) tout au long de la chaîne des valeurs, encourageant ainsi un entreprenariat au bénéfice de tous.

   Mis en application dans le secteur de l'agro-industrie, ce concept présenterait des atouts indéniables en termes de création d'emplois, d'amélioration de la productivité, de distribution de revenus, de lutte contre la malnutrition et d'amélioration des recettes fiscales.

   La FCCIM, forte de son réseau de 24 chambres consulaires, regroupant aujourd'hui plus de 54 000 opérateurs ressortissants et couvrant le territoire national, continue à soutenir ce secteur, en mobilisant les chambres consulaires, lesquelles appuient le développement du secteur privé local.

   En outre, l'UCCIOI, qui réunit les chambres de commerce des îles de l'Océan Indien, affiche parmi ses axes prioritaires pour 2013, l'importance de la mise en réseau des acteurs du secteur privé et la promotion des investissements dans l'indianoécanie, autant par la connexion de l'offre et de la demande que par la promotion de partenariats ou joint-venture.

Honorable assistance, une fois de plus, avoir réussi à mobiliser les différents acteurs directement concernés et impliqués à cette table ronde, à l'échelle locale, nationale et régionale, ne pourra que dégager une synergie, en privilégiant comme je l'ai dit, l'approche « gagnant-gagnant », au profit de nos économies respectives …, ce qui justifie nos présences ici.

Aussi, je terminerai mon allocution en partageant un adage malgache célèbre, qui me semble approprié au contexte qui nous réunit aujourd'hui : « Ny hevitry ny maro mahataka davitra » que je traduirai littéralement par « réfléchir et échanger en groupe permet de déplacer les montagnes».

Ainsi, sachons tirer avantage mutuel de ce rassemblement de dirigeants des secteurs public et privé ainsi que de l'ensemble des parties prenantes clés, visant à collaborer au-delà des frontières, face aux enjeux de la sécurité alimentaire dans l'indianocanie.

Je souhaite ainsi, que cette table ronde aboutisse à des plans d'actions concrets pour chaque filière, dans toute sa chaîne de valeur, qui permettraient à Madagascar de réussir ce défi de devenir réellement un véritable grenier de la zone de l'Océan Indien.

Mesdames et Messieurs, je souhaite plein succès à cette table ronde et je vous remercie de votre attention.

Chabani NOURDINE
Président de la FCCIM & de l'UCCIOI

25 Mars 2013 – Les Roches Rouges (Mahajanga)